

Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIERE CONSTRUCTION



Edition du 13-05-2024

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1
Autorisations logements	25 300 logts	-28,8% ▼
Mises en chantier logements	21 200 logts	-23,2% ▼
Mise en ventes de logements	6 430 logts	-33,1% ▼
Réservations de logements	6 820 logts	-39,2% ▼
Autorisations locaux	2 013 mill. m ²	-4,0% ▼
Mises en chantier locaux	1 239 mill. m ²	-24,1% ▼
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		+1,8% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,1% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,1% ▲
BPE	3 223 950 m ³	-5,6% ▼
Granulats	19 280 kt	-10,8% ▼
Nombre Appels Offre publiés	4 770 AO	-0,3% ►
Montant Appels Offre publiés	7,8 Md€	+13,5% ▲
Salariés	123 346 sal.	-0,9% ►
Intérimaires	12 036 ETP	-2,8% ▼
Dem. d'emplois	19 977 DEFM	-3,7% ▼
Défaillances	1 310 ent.	+43,6% ▲

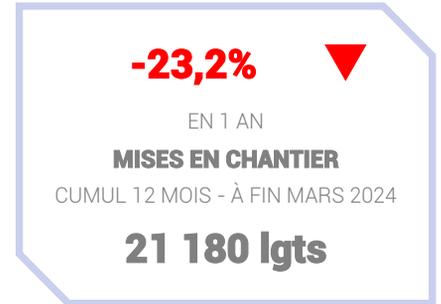
- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2023 comparé au 4e trim. 2022
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin janv. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2023
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin janv. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2024
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 4e trim. 2023



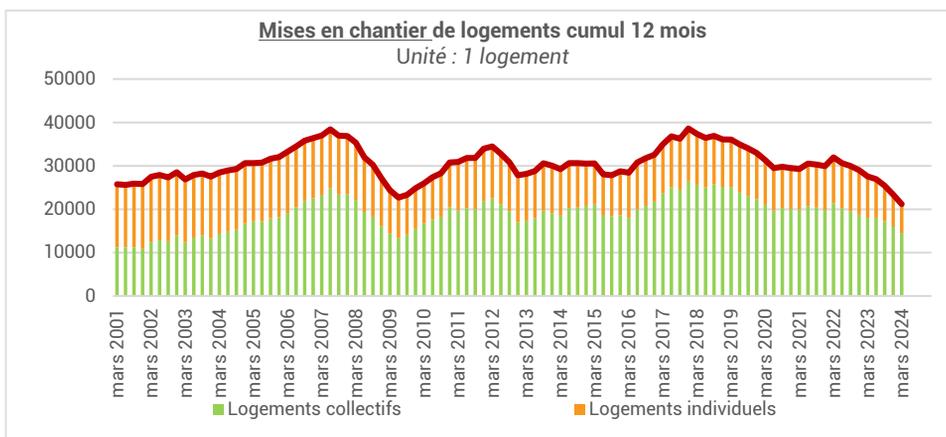
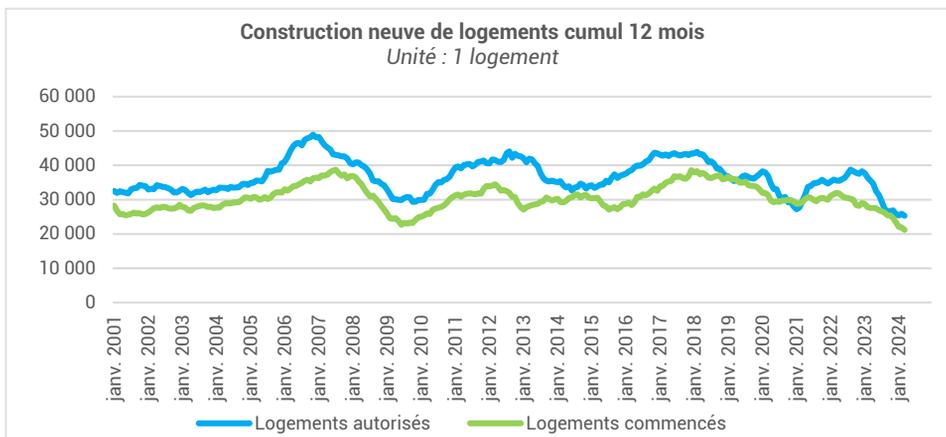
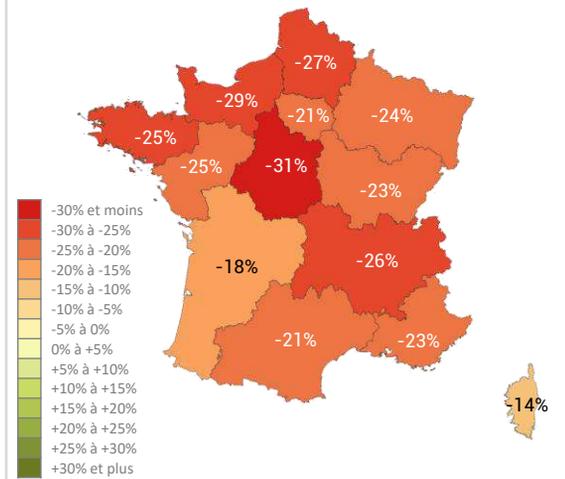


Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2024 Evol 1 an	
Total logements <u>commencés</u>	21 180 lgts	-23,2% ▼
Dont individuels purs	4 600 lgts	-32,7% ▼
Dont individuels groupés	2 020 lgts	-25,9% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 560 lgts	-19,1% ▼
Total logements <u>autorisés</u>	25 290 lgts	-28,8% ▼
Dont individuels purs	5 020 lgts	-26,9% ▼
Dont individuels groupés	2 460 lgts	-30,6% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	17 810 lgts	-29,1% ▼



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin mars 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



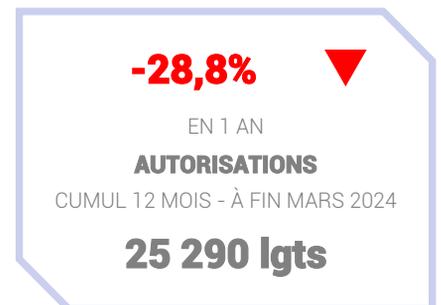
Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

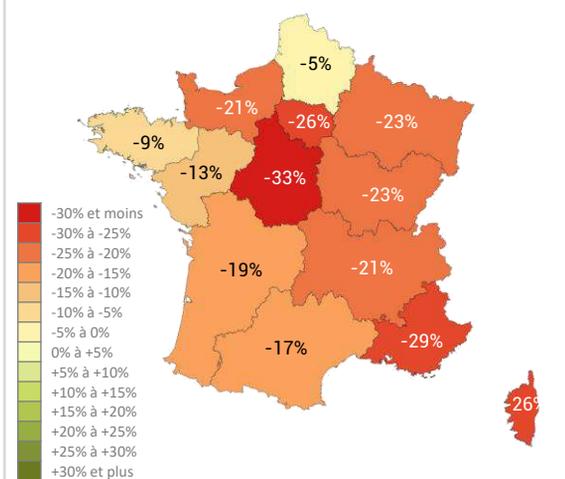
La construction résidentielle neuve continue de plonger en mars dans la région, avec une baisse des mises en chantier de -23% et une baisse des autorisations de -29% en un an.

Les ouvertures de chantier chutent même de -36% sur le seul 1^{er} trimestre 2024 par rapport au même trimestre de 2023 (où la dynamique baissière s'enclenchait à peine), signe d'une conjoncture toujours plus négative. Tous les segments affichent une baisse des mises en chantier, sur douze mois comme sur le 1^{er} trimestre 2024.

La baisse des autorisations semble en revanche ralentir en 2024, avec un volume de permis autorisés depuis le début de l'année qui s'affiche à -7% par rapport à un an plus tôt. Dans un contexte politique défavorable à l'étalement urbain, les logements individuels paient le plus lourd tribut avec une baisse des autorisations de -20% au 1^{er} trimestre 2024. À l'inverse, les logements collectifs semblent commencer à enrayer leur chute avec un volume de logements autorisés au 1^{er} trimestre 2024 égal au volume du même trimestre précédent.



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin mars 2024
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

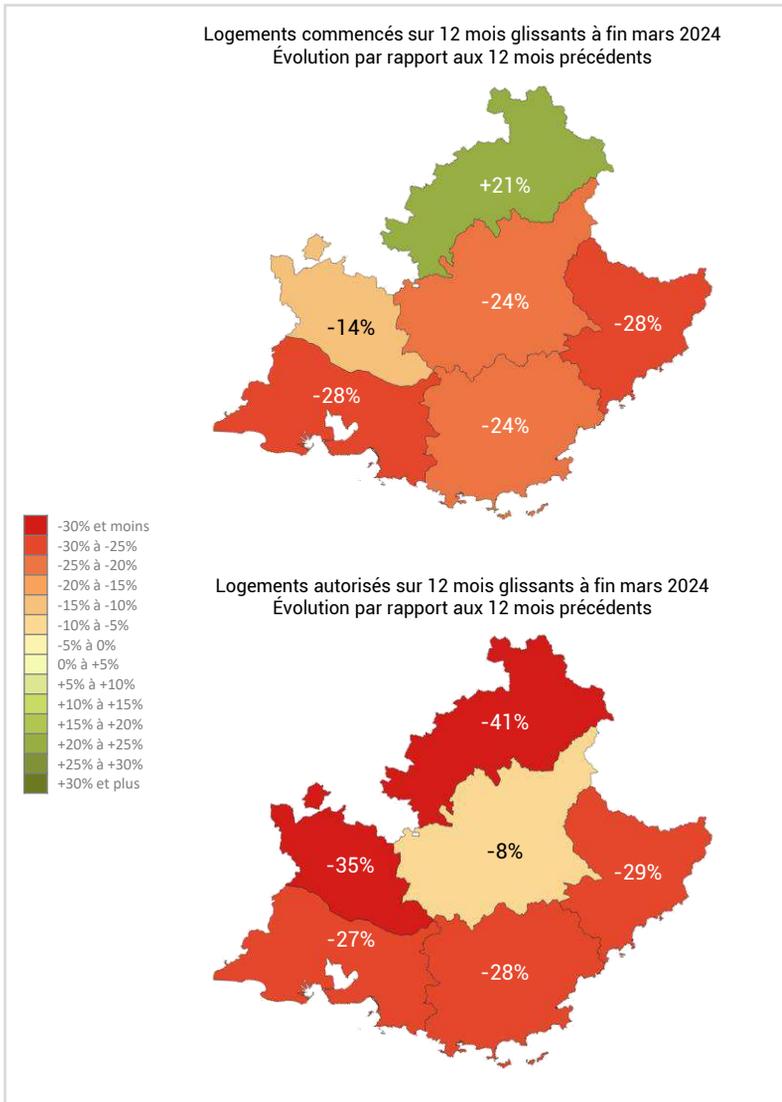
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



La construction résidentielle neuve est dynamique depuis plus d'un an dans les Hautes-Alpes. À fin mars 2024, les logements neufs mis en chantier progressent encore de +21% sur 12 mois glissants.

Le marché du logement neuf a également été dynamique dans les Alpes-de-Haute-Provence entre fin 2022 et début 2023, avec des volumes de logements mis en chantier qui n'avaient plus été mesurés depuis 2012. À ce titre, la baisse des mises en chantier enregistrée sur les 12 derniers mois est à mettre en perspective avec une base particulièrement élevée. Le nombre de logements mis en chantier dans ce département sur 12 mois reste ainsi supérieur au volume moyen enregistré entre 2021 et 2022.

En Vaucluse également, la reprise post-Covid a été relativement satisfaisante, mais la tendance s'est aujourd'hui complètement retournée avec un volume de logements commencés sur 12 mois qui repasse sous ses niveaux moyens d'avant-crise.

Dans les départements littoraux, le marché du neuf n'a en revanche jamais vraiment redémarré depuis la crise Covid. De fait, la baisse des mises en chantier enregistrée sur les 12 derniers mois y est significative, avec des volumes de logements commencés nettement inférieurs à leurs niveaux moyens pré-Covid.

Du côté des autorisations, elles s'effondrent pour tous les segments sur l'ensemble du territoire, hormis dans les Alpes-de-Haute-Provence où la baisse des autorisations semble mieux contenue, notamment grâce aux segments individuels groupés et collectifs qui repassent dans le vert à fin mars 2024.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





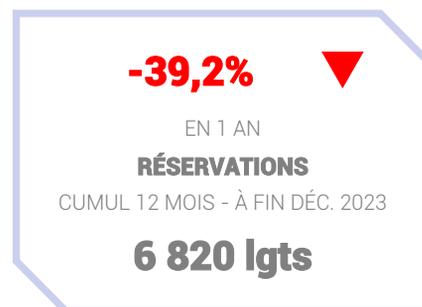
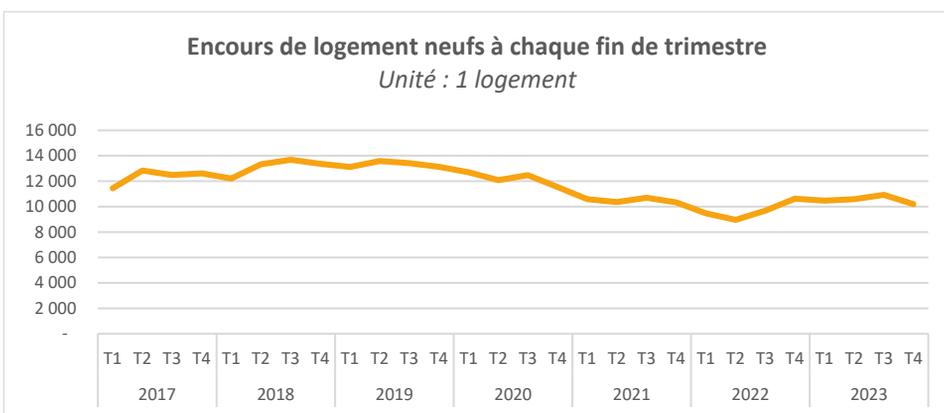
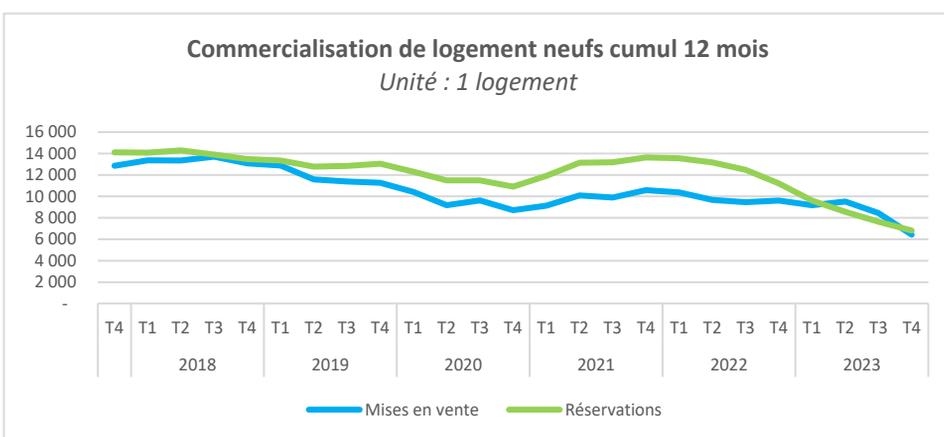
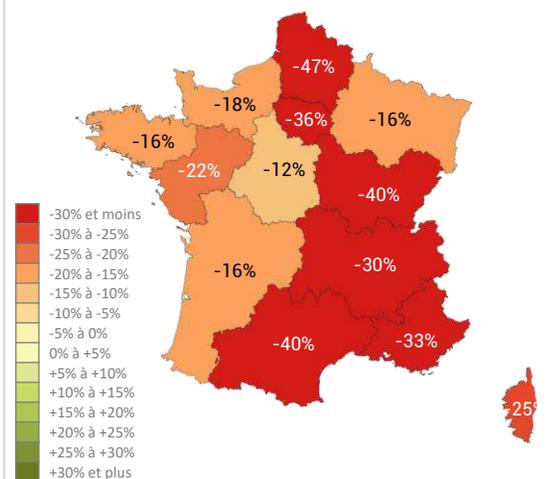
BÂTIMENT

Commercialisation de logements neufs

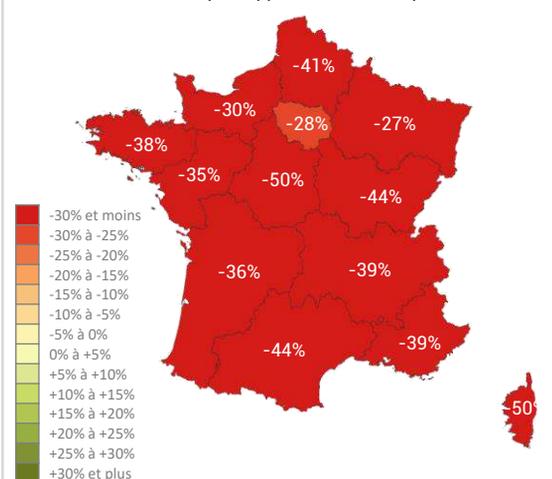
La commercialisation de logements neufs aux particuliers	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	6 430 lgts	-33,1%	▼
Dont collectifs	6 100 lgts	-31,5%	▼
Dont individuels	330 lgts	-53,7%	▼
Réservations	6 820 lgts	-39,2%	▼
Dont collectifs	6 430 lgts	-38,8%	▼
Dont individuels	390 lgts	-44,4%	▼
Vente en bloc	4 920 lgts	-7,8%	▼



Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Le marché du logement neuf s'effondre complètement : 6 820 logements ont été réservés par des particuliers auprès de promoteurs immobiliers de la région en 2023, de loin le plus bas volume annuel enregistré depuis le début du suivi statistique en 2005. Cette crise de la demande pousse les promoteurs à se tourner vers la vente en bloc : ces dernières ont représenté 42% de l'ensemble des réservations enregistrées en 2023 dans la région, contre 25% en moyenne avant-Covid.

Le recul de la demande rend difficile le déstockage des programmes et pousse les promoteurs à mettre en pause leurs projets. En 2023, les mises en vente de logements neufs ont ainsi atteint leur plus bas volume annuel depuis le début du suivi statistique, avec notamment un coup de frein drastique sur le deuxième semestre (-41% de logements neufs mis en vente au 3^{ème} trimestre 2023 par rapport à un an plus tôt et surtout -73% au 4^{ème} trimestre 2023).

Sources :

SDES*, ECLN (données brutes)

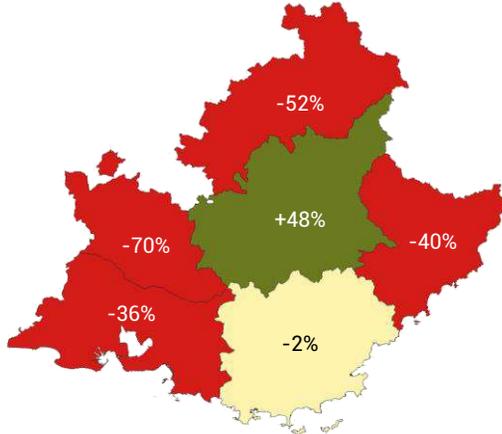
*Service des données et études statistiques



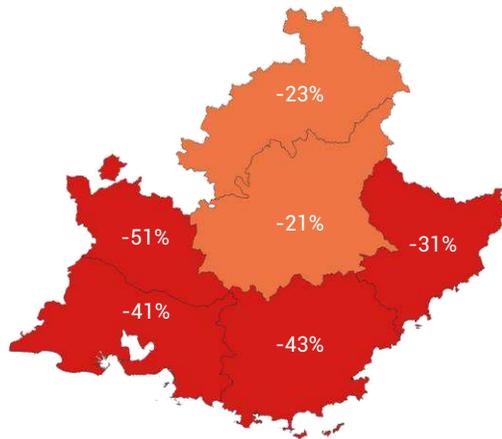
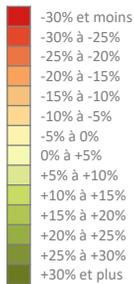


Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin décembre 2023
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin décembre 2023
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le département des Alpes-de-Haute-Provence navigue complètement à contre-courant : les commercialisations ont explosé en 2022 et 2023 (200 puis 300 logements neufs mis en vente), égalant au cumul sur ces deux années le total cumulé sur les six années précédentes ! La période post-Covid offre ainsi un nouveau souffle au marché du logement neuf dans ce département, qui retrouve petit à petit son dynamisme du début du siècle (500 nouveaux logements mis en vente en moyenne par an entre 2005 et 2007, puis 200 entre 2008 et 2015 avant une chute à 85 entre 2016 et 2021), porté à la fois par le centre international de recherche de Cadarache, basé à la frontière des Bouches-du-Rhône et des Alpes-de-Haute-Provence et par l'arrivée de ménages quittant la métropole Aix-Marseille Provence, notamment le Pays d'Aix, grâce à la démocratisation du télétravail et aux infrastructures routières rendant, depuis le sud des Alpes-de-Haute-Provence, le centre d'Aix-en-Provence à moins de 30 minutes en voiture.

Dans les Hautes-Alpes et le Vaucluse, la demande fut aussi dynamique post-Covid, mais le marché a perdu le rythme en 2023 et s'est même complètement effondré en Vaucluse.

Dans les départements littoraux, le marché est en net déclin depuis 2020.

En revanche, tous les départements de la région affichent une nette baisse des réservations, enregistrant partout des niveaux bas record.

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques



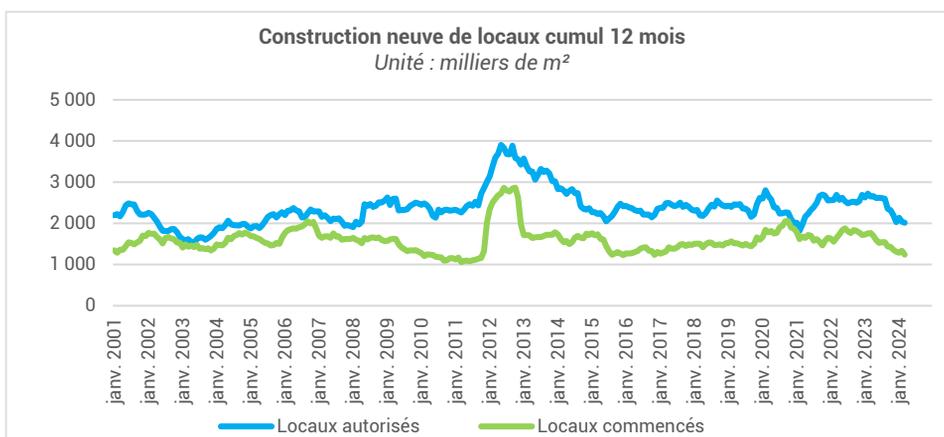


BÂTIMENT

Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 239 mill. m²	-29,8%	▼
Bâtiments agricoles	228 mill. m²	-22,7%	▼
Secteur privé non agricole	711 mill. m²	-36,4%	▼
Dont locaux industriels	56 mill. m ²	-48,4%	▼
Dont commerces	151 mill. m ²	-9,8%	▼
Dont bureaux	192 mill. m ²	-41,3%	▼
Dont entrepôts	206 mill. m ²	-49,6%	▼
Dont autres locaux	106 mill. m ²	-0,1%	=
Secteur public	300 mill. m²	-14,7%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2024 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 013 mill. m²	-24,1%	▼
Bâtiments agricoles	426 mill. m²	-39,3%	▼
Secteur privé non agricole	1 131 mill. m²	-22,2%	▼
Dont locaux industriels	88 mill. m ²	-41,8%	▼
Dont commerces	250 mill. m ²	-21,1%	▼
Dont bureaux	272 mill. m ²	-21,7%	▼
Dont entrepôts	359 mill. m ²	-19,9%	▼
Dont autres locaux	162 mill. m ²	-14,4%	▼
Secteur public	455 mill. m²	-8,0%	▼

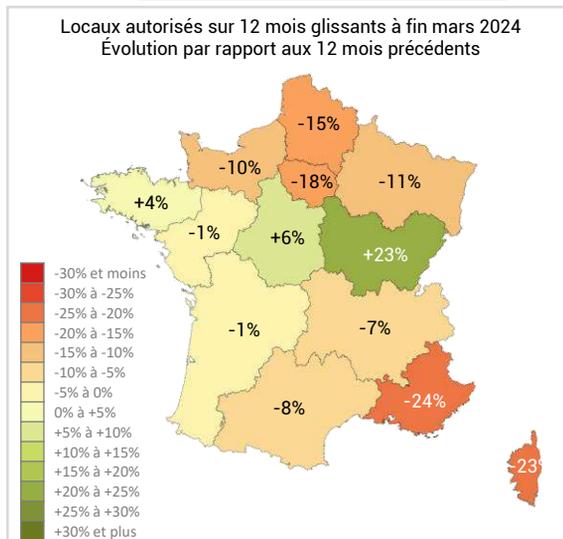
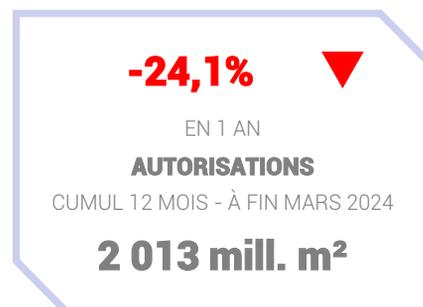
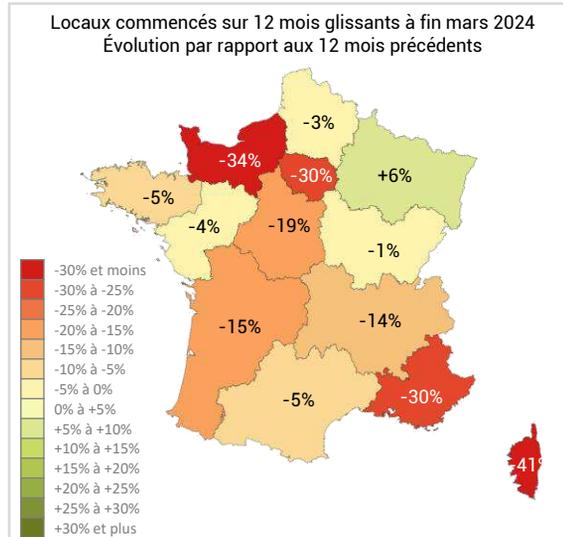
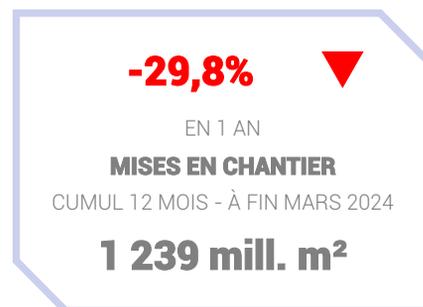


Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le retournement de tendance s'accroît dans la construction non-résidentielle neuve régionale, avec une baisse des mises en chantier de -30% et une baisse des autorisations de -24% en un an à fin mars 2024.

Tous les marchés s'affichent à la baisse, y compris les locaux administratifs, malgré l'entrée dans la seconde moitié du cycle électoral qui est pourtant une période généralement plus favorable aux investissements.

La baisse des autorisations semble en revanche ralentir en 2024, avec un volume de permis autorisés depuis le début de l'année qui s'affiche à -3% par rapport à un an plus tôt. Certains secteurs présentent même du vert sur le 1^{er} trimestre 2024, comme les bureaux, les entrepôts et les bâtiments industriels et agricoles.



Sources :

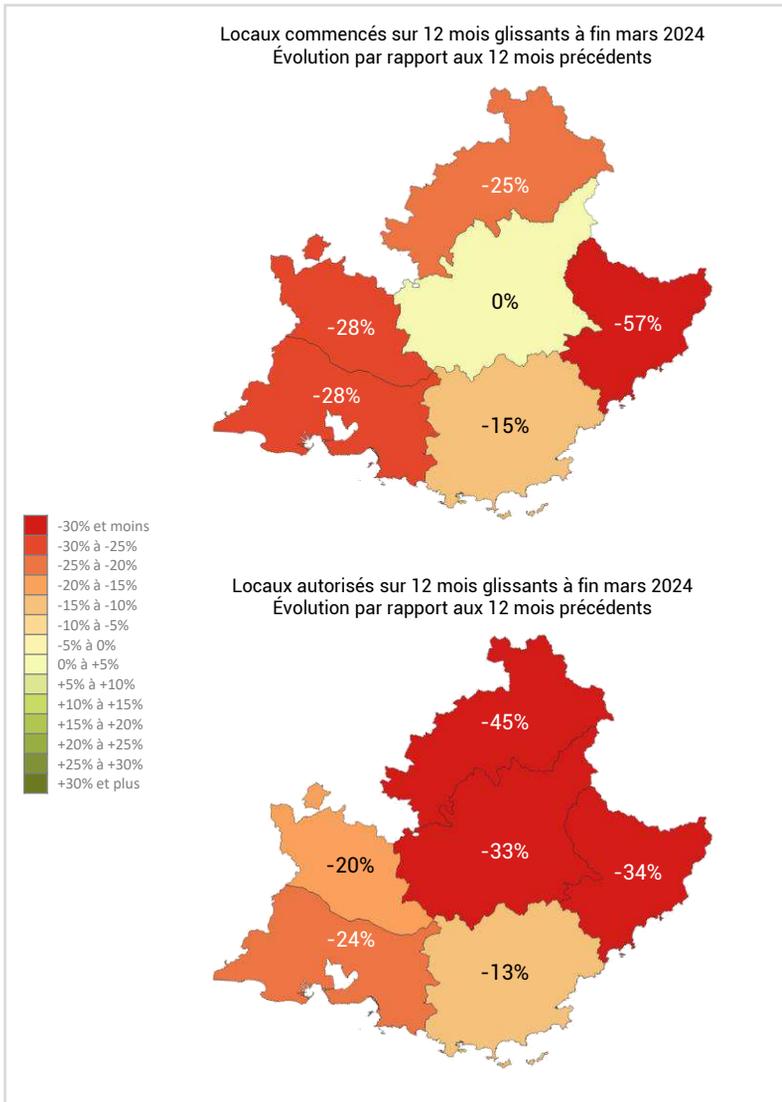
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



La construction non-résidentielle neuve se contracte dans tous les départements, hormis dans les Alpes-de-Haute-Provence, qui parvient à stabiliser l'activité grâce à la mise en chantier de locaux industriels et la relance de projets publics. La chute la plus brutale a lieu dans les Alpes-Maritimes, qui s'affichaient pourtant encore en vert en février. Cela est dû au lancement de plusieurs gros chantiers, représentant près de 100 000 m² et comptabilisés en mars 2023, qui ont donc basculé de la période en cours à la période antérieure.

Du côté des autorisations, elles s'effondrent dans tous les départements de la région et pour tous les marchés, dans un climat macro-économique et politique devenu défavorable aux investisseurs.

Sources :

SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques



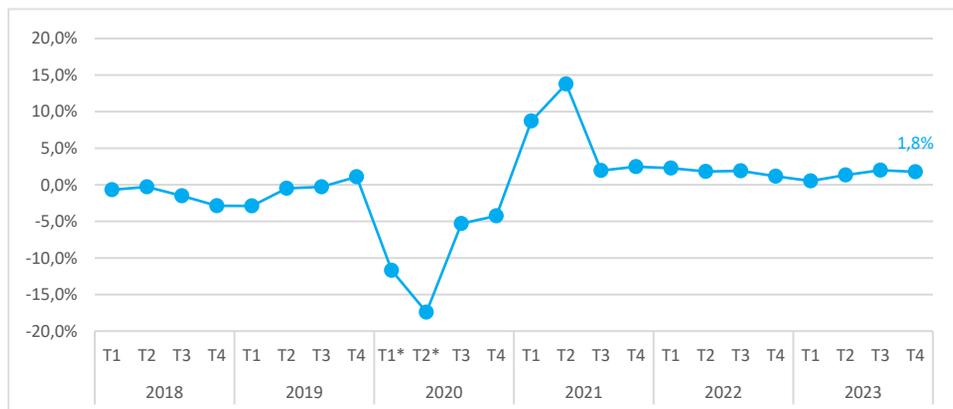


BÂTIMENT

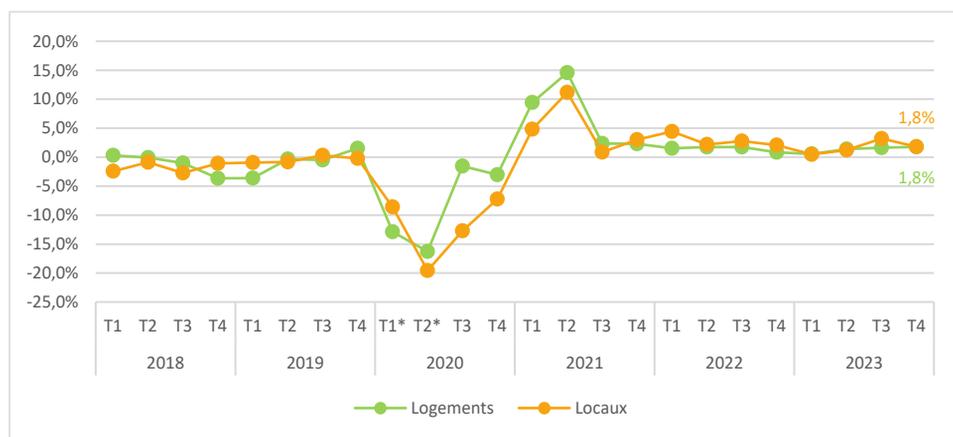
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

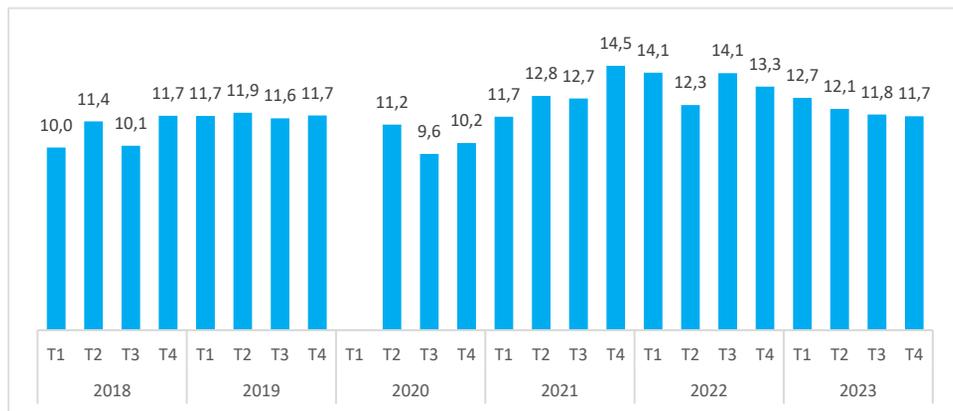


Par segment de marché

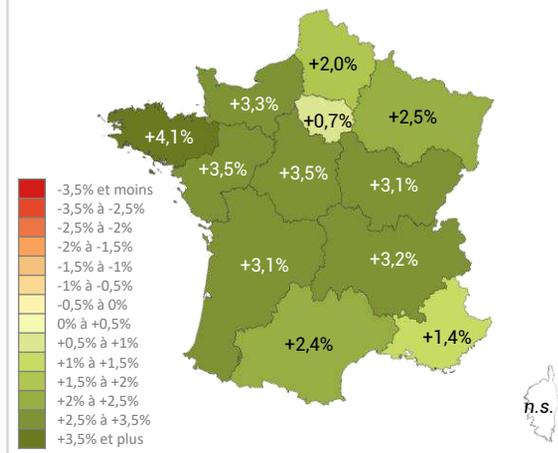


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation



Évolution par rapport à 2022 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée sur l'ensemble de l'année 2023



L'activité entretien-rénovation poursuit sa croissance en 2023 dans la région avec un volume de travaux facturés en hausse de +1,4% par rapport à 2022. Pour autant, la progression marque de légers signes de ralentissement puisque l'activité entretien-rénovation affichait une hausse de +5,3% en 2021 (par rapport à une année 2020 entravée par la crise Covid) et de +1,8% en 2022.

S'il se stabilise sur le dernier trimestre de 2023, le niveau des carnets de commande en entretien-rénovation s'est bien érodé en 2023 dans la région, avec une semaine et demi de travail garanti perdue en un an et près de trois semaines perdues en deux ans. Les carnets de commande s'affichent fin 2023 à leur niveau le plus bas depuis les confinements sanitaires de 2020. L'écoulement des chantiers « accumulés » entre 2021 et 2022 par les problèmes d'approvisionnement n'est donc pas suffisamment compensé par la signature de nouveaux devis.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

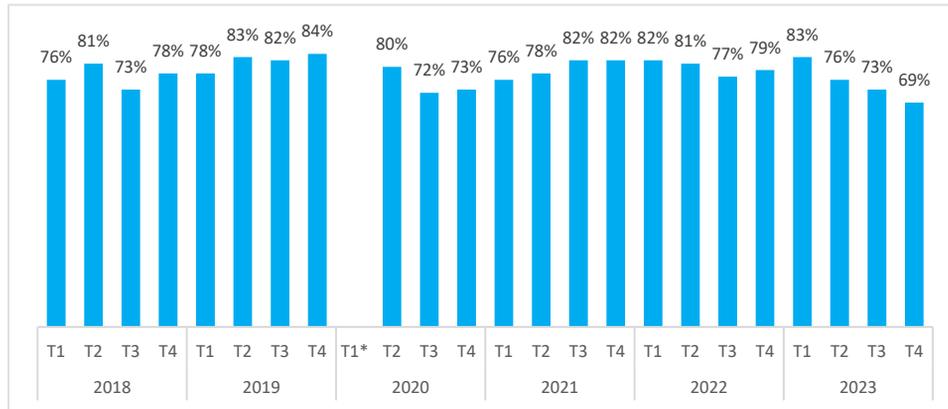




BÂTIMENT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation

Pourcentage d'entreprises jugeant leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne sur le trimestre en cours



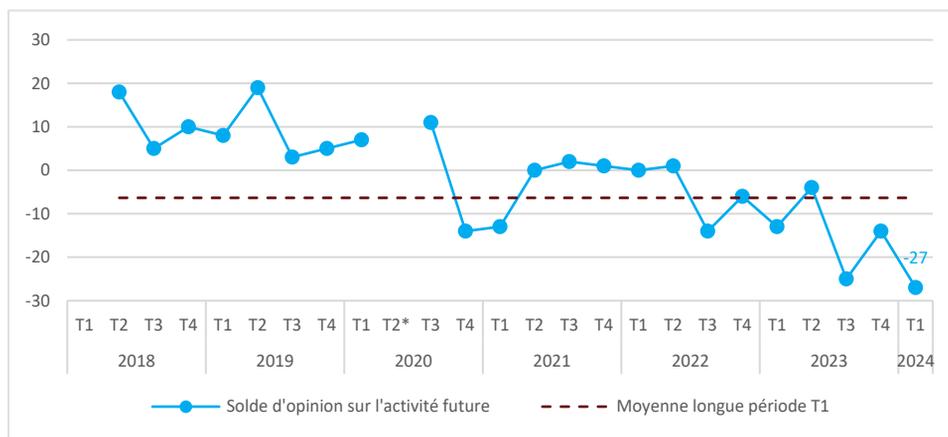
69% ▼

DES ENTREPRISES JUGENT LEUR ACTIVITÉ DU TRIMESTRE BONNE OU TRÈS BONNE EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

AU 4^{ÈME} TRIM. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Solde d'opinion des chefs d'entreprises de la région sur leur activité future en entretien-rénovation



-27 ▼

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU PROCHAIN TRIMESTRE

AU 4^{ÈME} TRIM. 2023

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Moins de 70% des professionnels de la région jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 4^{ème} trimestre 2023, le plus bas niveau de satisfaction enregistré depuis le début de l'historique en 2018 (hors 1^{er} trimestre 2020, période non-significative en raison du confinement Covid ordonné par les autorités). Pour l'activité Bâtiment dans sa globalité, le taux de satisfaction est de 68%, également plus mauvais score historique.

Dans le même temps, seuls 10% des chefs d'entreprises prévoient une hausse, même légère, de leur activité entretien-rénovation sur le début d'année 2024, plus faible score enregistré depuis 2018, alors que 37% d'entre eux craignent une baisse, niveau record. Par conséquent, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité plonge à son plus bas niveau historique, perdant près de 15 points en un an. La succession de crises multiples et l'incertitude face au contexte macro-économique, politique et géopolitique actuel semblent donc avoir lourdement érodé la confiance des professionnels de la région.

Source : Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

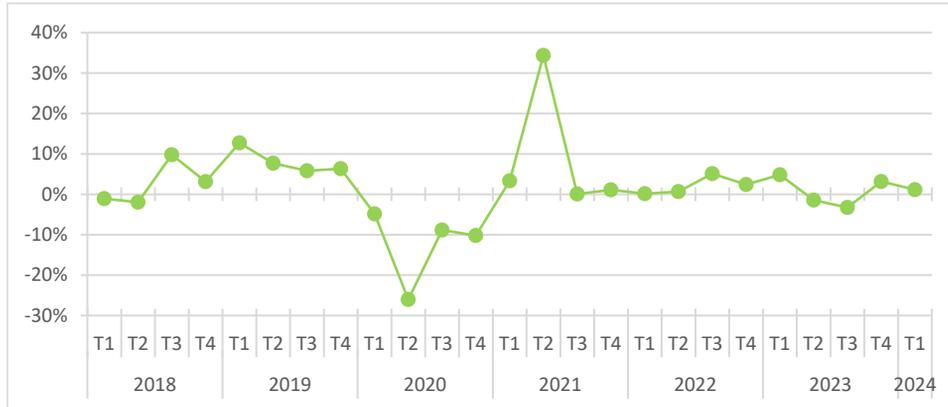




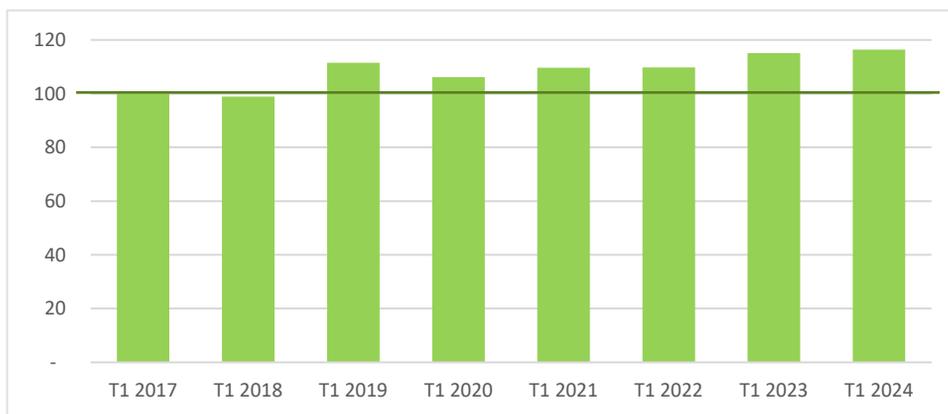
TRAVAUX PUBLICS

Activité Travaux Publics

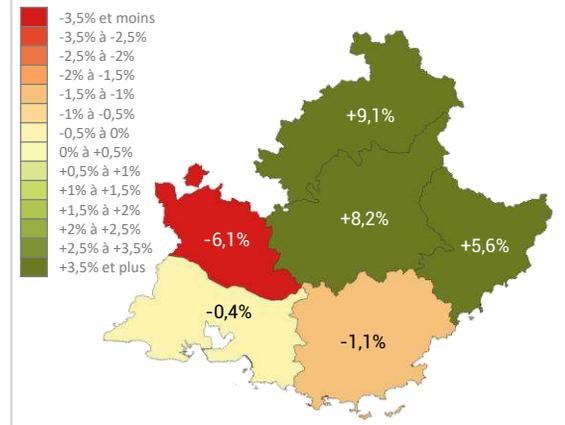
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



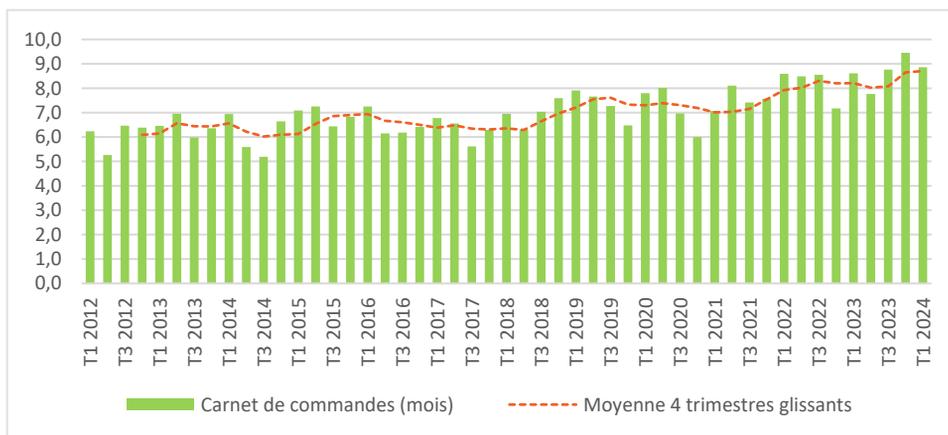
Évolution de l'activité travaux publics au T1 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Évolution par rapport au T1 2023 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T1 2024



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics



L'activité Travaux Publics reste, en valeur, stable au 1^{er} trimestre 2024 comparé à l'an dernier. L'activité régionale a surtout été portée ce trimestre par le territoires alpins et la Côte d'Azur, alors qu'elle se contracte sur le littoral et n'a pas été à la hauteur en Vaucluse.

Au niveau des métiers, la route semble plus en difficulté (-3,3% de chiffre d'affaires ce trimestre par rapport à un an plus tôt) alors que l'activité a été plus satisfaisante dans les autres marchés (+2,4% pour le secteur énergie, +4,4% pour les canalisateurs, +5,0% pour le génie civil et même +11,6% pour les terrassiers).

Les prises de commande restent également dynamiques dans la région, dans la continuité des mois précédents, maintenant les carnets de commande à un haut niveau.

Source :
Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA

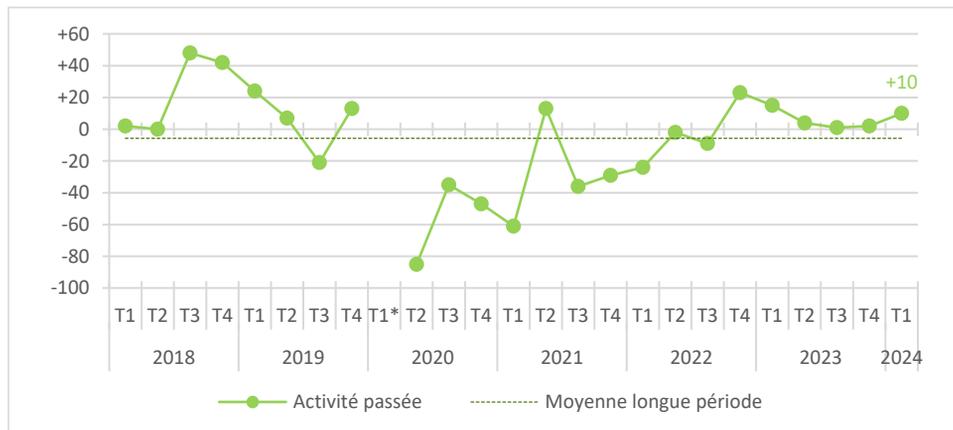




TRAVAUX PUBLICS

Opinion des chefs d'entreprises

Solde d'opinion des chefs d'entreprises travaux publics de la région sur leur activité récente



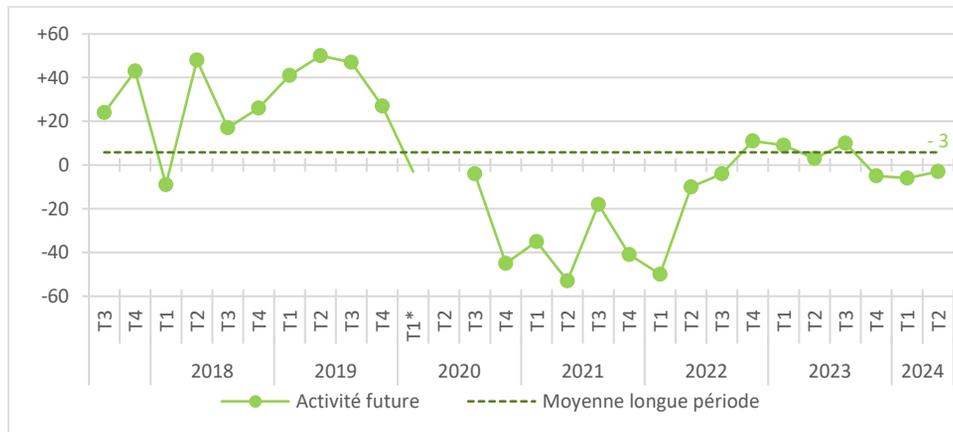
+10 ▲

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ DU TRIMESTRE PASSÉ

AU 1^{ER} TRIM. 2024

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Solde d'opinion des chefs d'entreprises travaux publics de la région sur leur activité future



-3 ▲

SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ DU PROCHAIN TRIMESTRE

AU 1^{ER} TRIM. 2024

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Pourcentage d'entreprises n'ayant aucune limite à l'accroissement de leur production



19% ▶

D'ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS N'AYANT PAS DE LIMITES À L'ACCROISSEMENT DE LEUR PRODUCTION

À FIN MARS 2024

ÉVOL. 1 TRIMESTRE

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, 30% des entreprises de Travaux Publics de la région ont enregistré une hausse de leur activité au 1^{er} trimestre 2024 (+13 points par rapport au trimestre précédent) et 20% ont enregistré une baisse (+5 points par rapport au trimestre précédent). La plus forte proportion d'entreprises satisfaites fait mécaniquement grimper le solde d'opinion à un niveau inédit depuis un an. En lien avec une stabilisation globale de l'activité, ce solde d'opinion positif mesure non pas un optimisme béat mais plutôt un soulagement chez les chefs d'entreprises de voir leur activité se maintenir dans un climat des affaires dégradé. Pour preuve, malgré une activité relativement satisfaisante, le solde d'opinion sur l'activité à venir ne décolle pas : seules 10% des entreprises de Travaux Publics de la région prévoient une hausse, même légère, de leur activité sur les trois prochains mois, un niveau certes en hausse de +5 points par rapport au trimestre précédent mais qui reste bas au regard de l'historique. 13% envisagent d'ailleurs une baisse de leur activité dans le mois à venir, en hausse de +2 points en un trimestre.

Les difficultés s'amenuisent petit à petit sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics (81% indiquent être limitées dans leur production à fin mars 2024, en baisse de -1 points en un trimestre et de -5 points en un an), mais certaines persistent. C'est notamment le cas du volet financier (21% des entreprises interrogées pointent encore une contrainte financière) et du manque de main-d'œuvre (54% des entreprises indiquent encore ne pas avoir assez de personnel fin mars 2024), alors que la crainte d'une demande insuffisante s'évapore face à une activité somme toute résiliente (20% des entreprises interrogées sont concernées, en baisse de -27 points par rapport au trimestre précédent et plus faible proportion depuis l'été 2022).

Source :
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

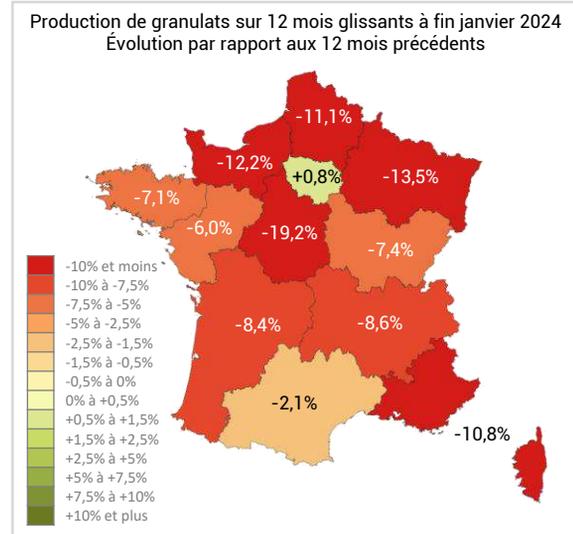
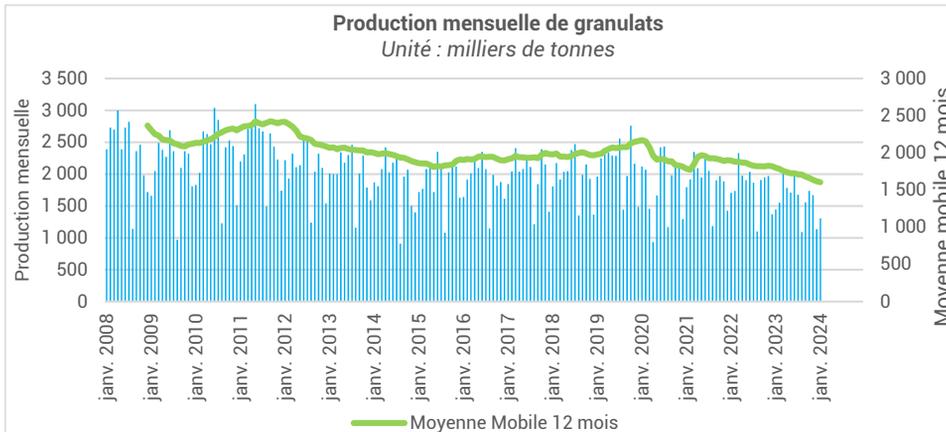
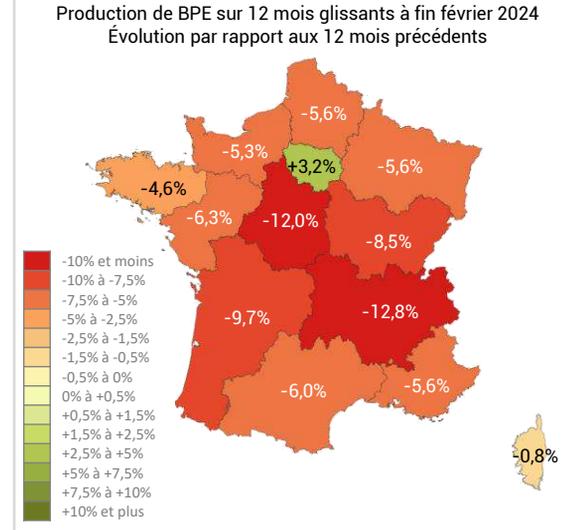
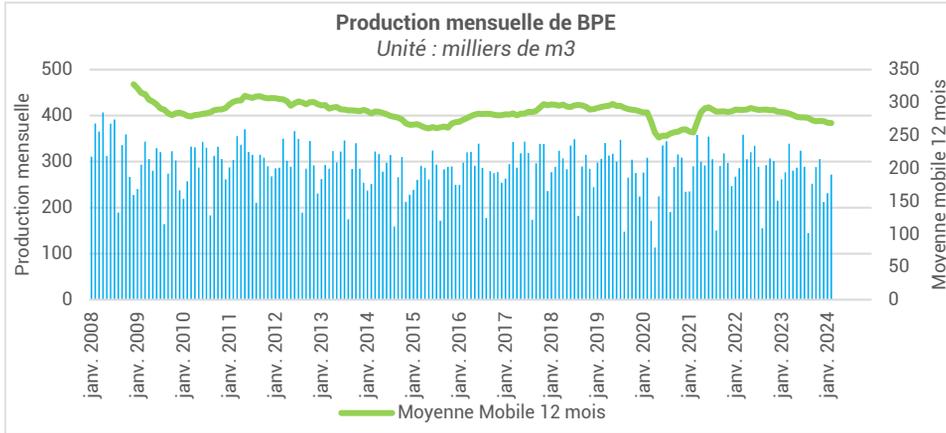
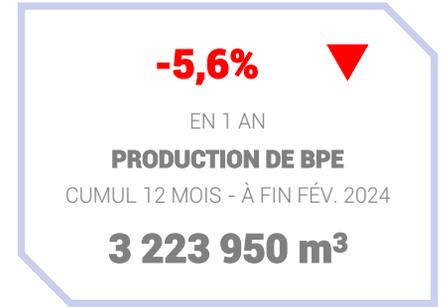




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en février 2024	271 682 m3	-1,8%	▼
Prod. de Granulats en janvier 2024	1 306 kt	-9,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et fevr. 2024	502 987 m3	-6,5%	▼
Production de Granulats en janvier 2024	1 306 kt	-9,8%	▼



Alors que le secteur du bâtiment est en crise, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. Sur les douze derniers mois, la production régionale de BPE s'est en effet repliée de -5,6% par rapport aux douze mois précédents.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats a reculé de -10,8% sur la période février 2023-janvier 2024 par rapport à un an plus tôt. Malgré une activité Travaux Publics globalement positive dans la région, l'activité granulats paie sans doute le ralentissement observé sur le métier de la route et l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires (19% de la production régionale de ressources minérales en 2021, +6 points en un an).

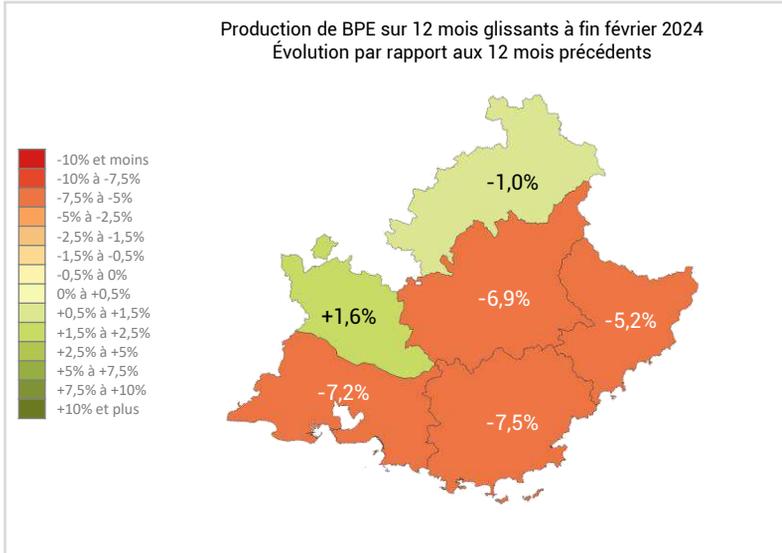
Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo)





INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



La production de BPE est dynamique dans les Hautes-Alpes, où elle reste au-dessus de son niveau moyen avant-crise à la faveur d'une construction résidentielle neuve positive ces derniers mois.

En Vaucluse, la production repart légèrement à la hausse, mais elle est à comparer avec des niveaux précédents particulièrement bas. De fait, le volume de BPE produit sur les douze derniers mois reste inférieur à ses niveaux d'avant-crise dans ce département. Dans les autres départements, la production de BPE continue de reculer face à une activité neuve en berne.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)





COMMANDE PUBLIQUE

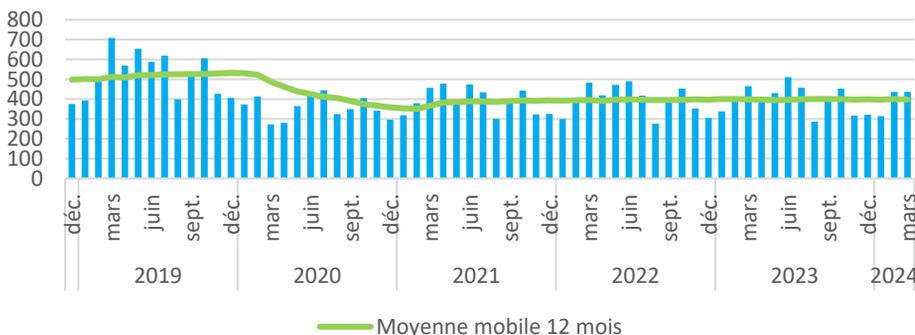
Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mars 2024 - Évol. 1 an		
Total des AO publiés	4 770 AO	-0,3%	=
dont bâtiment*	2 430 AO	+0,6%	=
dont TP*	1 670 AO	-6,4%	▼
dont pôle local	2 680 AO	-3,2%	▼
dont conseils territoriaux	310 AO	-11,2%	▼
dont État	630 AO	+16,6%	▲
dont autres	1 160 AO	+2,4%	▲

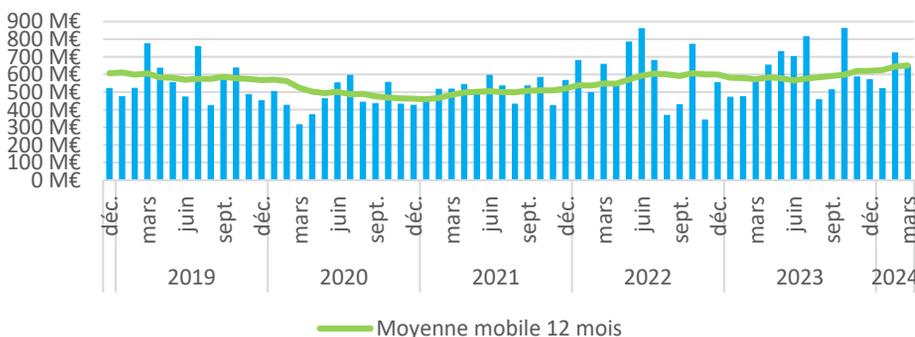
Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à mars 2024 - Évol. 1 an		
Total des AO publiés	7,8 Md€	+13,5%	▲
dont bâtiment*	2,8 Md€	+9,1%	▲
dont TP*	2,6 Md€	+12,5%	▲
dont pôle local	3,7 Md€	+16,2%	▲
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-22,9%	▼
dont État	1,6 Md€	+66,8%	▲
dont autres	2,0 Md€	-1,5%	▼



Nombre mensuel d'appels d'offre de Travaux Publiés



Montant mensuel des appels d'offre de Travaux Publiés



*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.

Le montant de la commande publique ne cesse de progresser dans la région depuis plus d'un an : à fin mars 2024, elle atteint 7,8 Md€ sur douze mois, en hausse de +13,5% par rapport aux 12 mois précédents. À l'exception des conseils territoriaux, dont les finances sont impactées par le recul des DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) avec la baisse des ventes immobilières, tous les acheteurs affichent une hausse de leurs achats publics de travaux en valeur.

Pour autant, le nombre de marchés publiés reste stable depuis trois ans, loin des 6 400 procédures enregistrées en 2019. Cette différence qui s'accroît entre le volume et la valeur de la commande publique est évidemment due à la forte inflation enregistrée dans le pays depuis plus d'un an, faisant mécaniquement augmenter le prix des travaux, mais également au fait que les donneurs d'ordre semblent de plus en plus privilégier le financement de grands projets structurants, incités par des orientations politiques où priorité est donnée à la transition écologique. Pour preuve, si la commande publique, en volume, progresse légèrement dans le Bâtiment et reflue pour les travaux Publics, elle augmente nettement pour les marchés globaux, (+15%). De même, les achats effectués par l'État et les opérateurs publics, porteurs des plus gros projets d'aménagement du territoire, progressent respectivement de +17% et de +8% sur les douze derniers mois, alors qu'ils diminuent pour le pôle local. Les conseils territoriaux, bridés par un manque de ressource, s'affichent eux de plus en plus en retrait.

Source : VecteurPlus

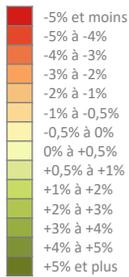
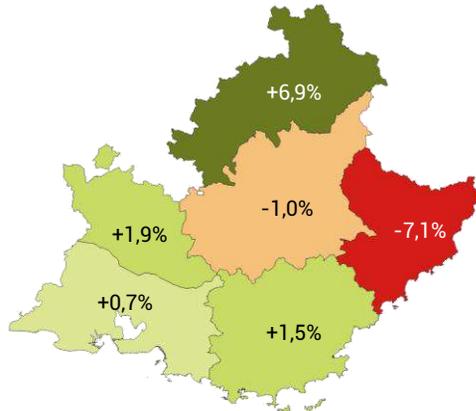




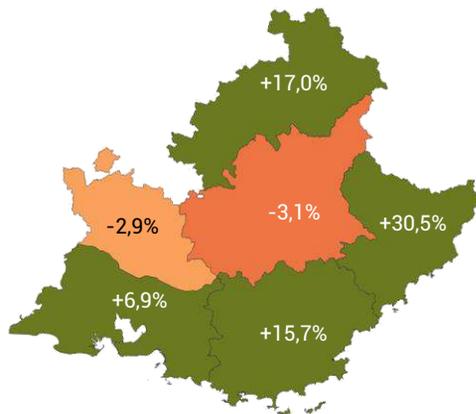
COMMANDE PUBLIQUE

Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin mars 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin mars 2024 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À l'échelle territoriale, le Vaucluse se démarque avec une hausse des marchés publiés (+1,9% en un an) mais une baisse du montant attribué (-2,9%), signe d'une commande publique peut-être plus orientée vers des projets de moindre envergure. À l'inverse, les Alpes-Maritimes voient le nombre de marchés publiés refluer pour une enveloppe qui grossit nettement, sûrement dédiée au lancement de gros projets d'aménagement. Dans les Hautes-Alpes, de gros achats ont eu lieu à l'été 2023, gonflant le montant de la commande publique dans ce département. Dans les Bouches-du-Rhône et le Var, les achats publics suivent leur rythme de croisière alors qu'ils manquent de dynamisme dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Source :
VecteurPlus

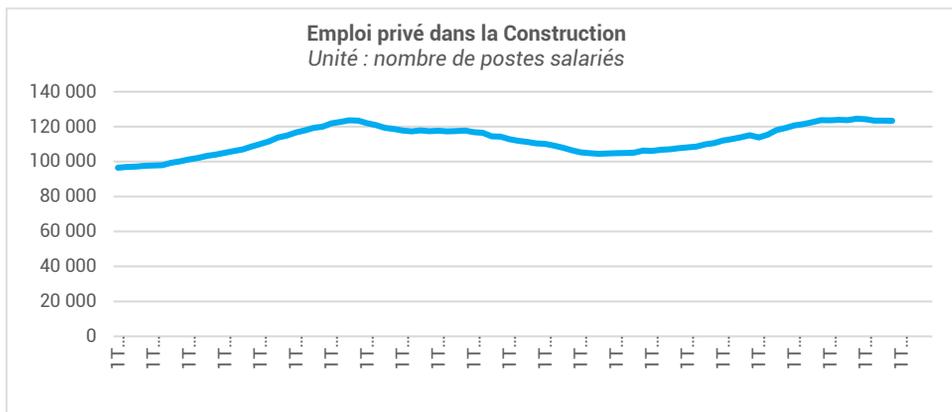




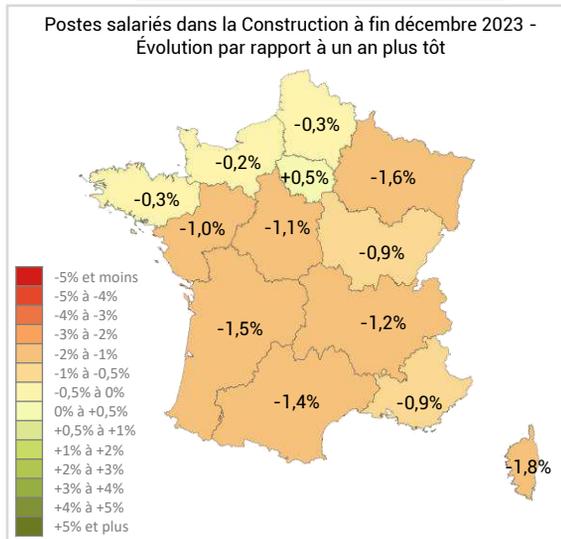
APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire

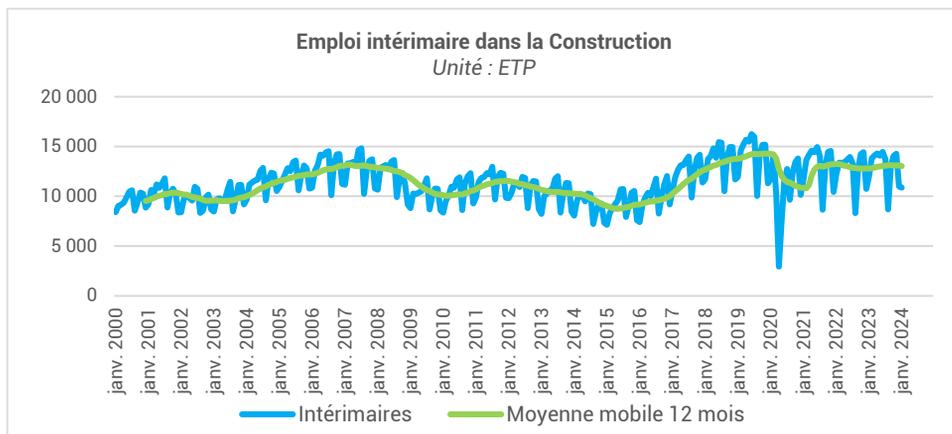
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	123 346 sal.	-0,9%	=



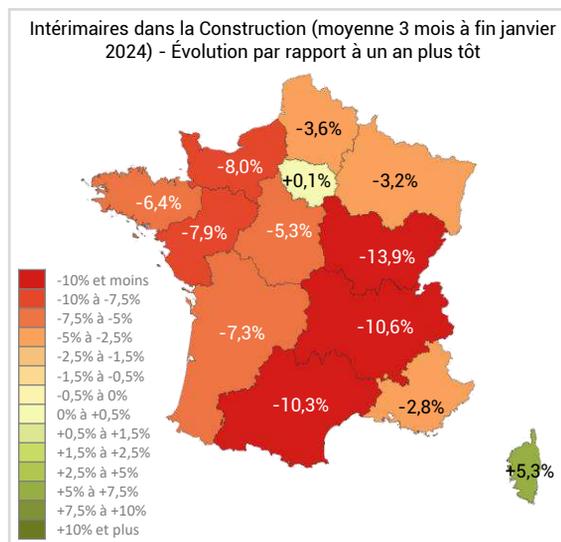
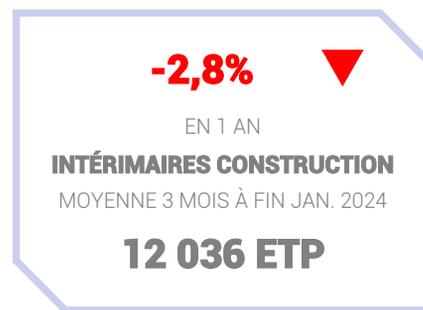
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié s'est stabilisé en 2022 et décroît même légèrement depuis l'été 2023.



Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Janvier 2024 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Janvier 2024	10 869 ETP	-9,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Janvier 2024	12 036 ETP	-2,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Janvier 2024	13 020 ETP	+1,9%	▲



L'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux hausses d'activité, reste globalement stable depuis 2021, signe d'une activité qui manque de souffle.



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

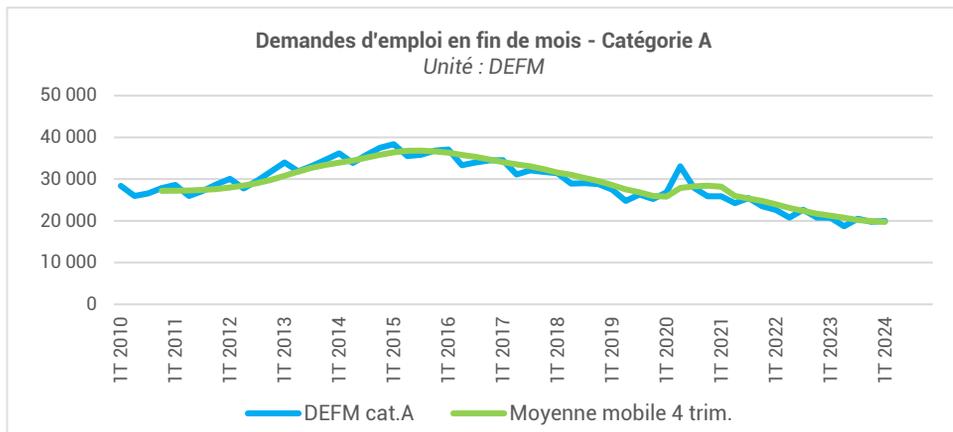
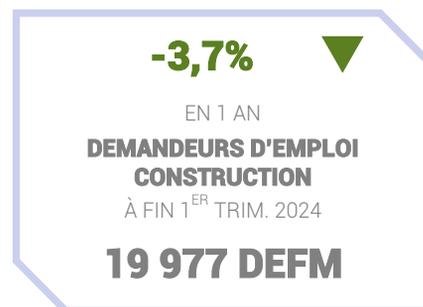




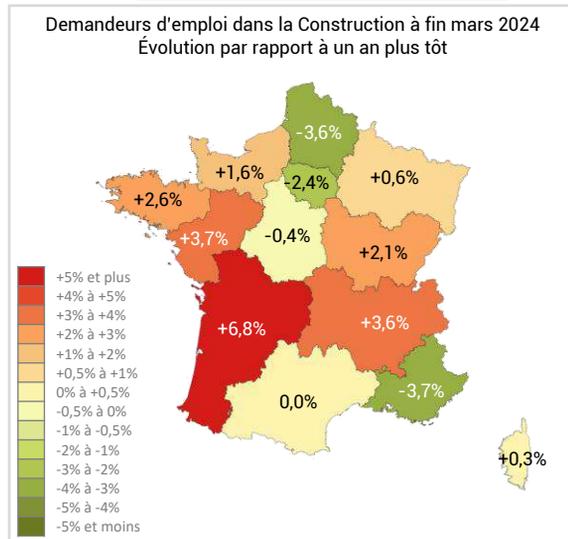
APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

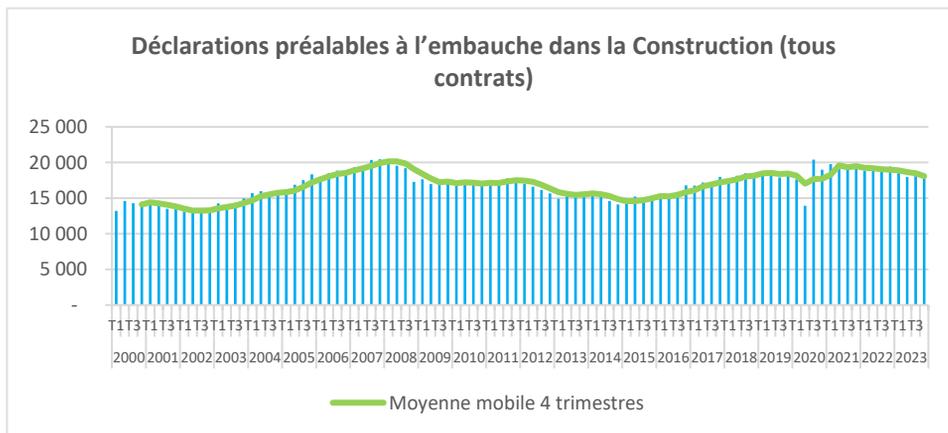
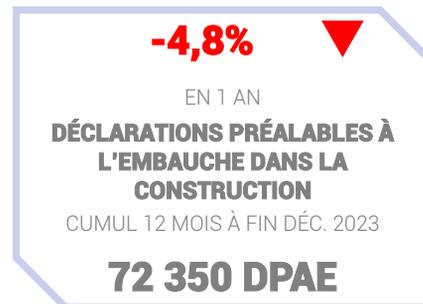
Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 977 DEFM	-3,7%	▼
DEFM tous secteurs économiques	267 227 DEFM	-2,5%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



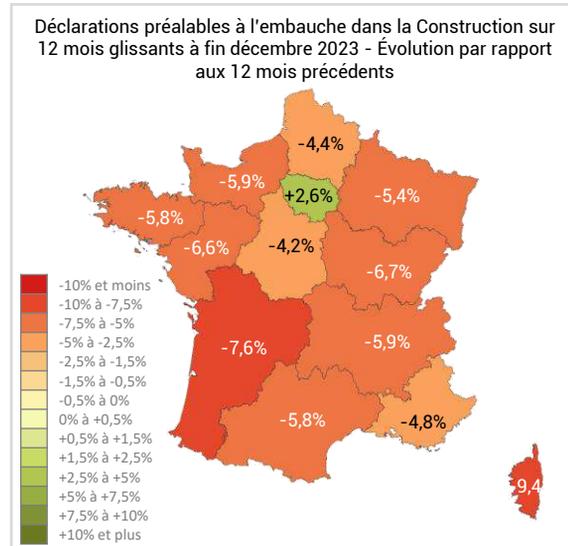
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de refluer : il cède encore -4% de son volume entre fin mars 2023 et fin mars 2024. Le nombre de demandeurs d'emploi dans la construction a ainsi perdu près de 7 000 unités en huit ans dans la région, signe d'un « stock » de main-d'œuvre disponible qui s'amenuise drastiquement.



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T4 2023 - Évol. 1 an		
Nombre total de DPAE	72 350	-4,8%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	9 450	-2,7%	▼
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	26 200	-5,3%	▼
dont CDI	36 700	-4,9%	▼



Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche marquent le pas dans la Construction : en 2023, les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF ont en effet baissé de -5% par rapport à 2022 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité qui s'essouffle, freinant les recrutements et les créations de postes.



Sources :

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

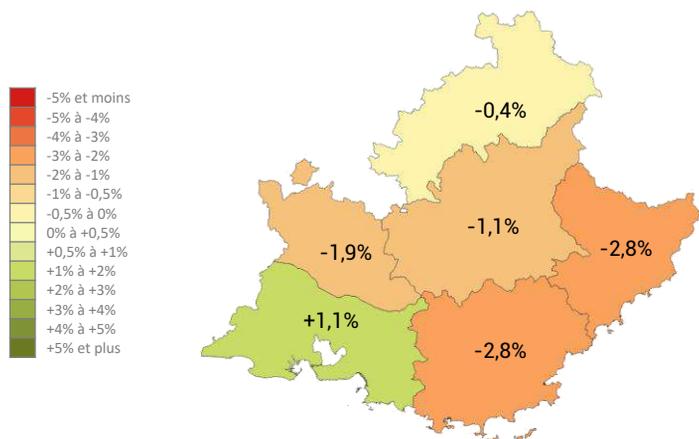




APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

Postes salariés dans la Construction à fin décembre 2023 - Évolution par rapport à un an plus tôt



Le département des Bouches-du-Rhône est le seul à enregistrer une progression de l'emploi-salarié Construction en 2023. Il est rejoint dans le vert par le département des Alpes-de-Haute-Provence en ce qui concerne l'emploi intérimaire.

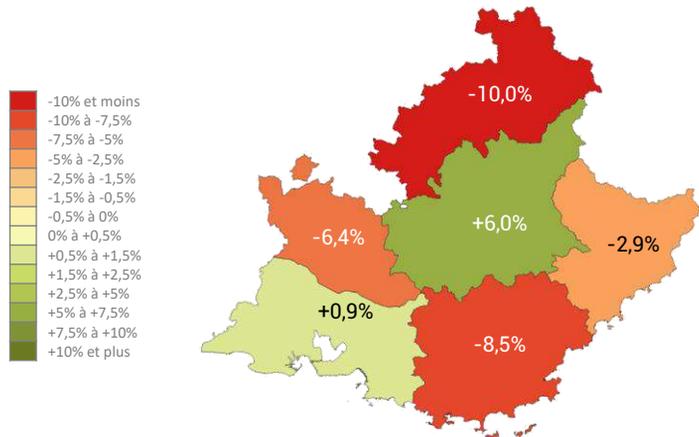
Dans les quatre autres départements, le nombre de postes salariés et d'intérimaires diminue sur un an. Le recours à l'intérim est même en baisse drastique dans les Hautes-Alpes, où l'activité est particulièrement dépendante du climat*.

Les embauches baissent également dans l'ensemble des départements de la région, après des années plutôt positives post-Covid. Le cycle croissance-décroissance ne suit en revanche pas le même rythme selon les territoires. Par exemple, les intentions d'embauche ont fortement augmenté en 2021 dans le Vaucluse, mais elles sont redescendu aussi vite dès 2022, d'où un chiffre plus stable sur les douze derniers mois. À l'inverse, la croissance des embauches s'est étalée jusqu'en fin d'année dernière dans les Hautes-Alpes, d'où une forte chute en 2023 par effet de base.

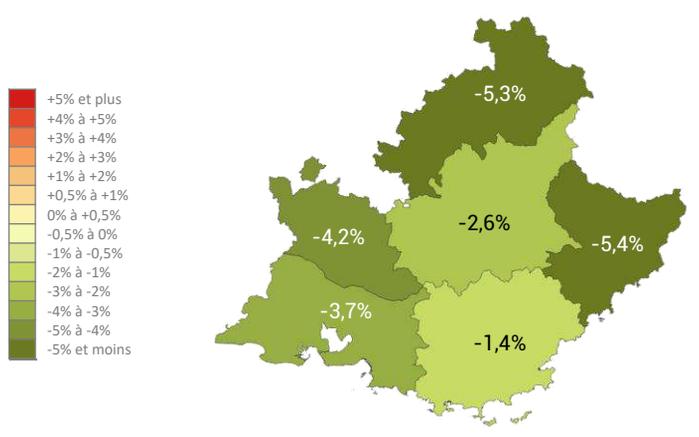
Au niveau des demandeurs d'emploi, la baisse est généralisée à l'ensemble des départements.

**L'emploi intérimaire est très sensible aux variations conjoncturelles, et notamment climatiques. Ainsi, l'été 2022 caniculaire a entraîné une forte baisse du recours à l'intérim sur l'ensemble de la région. Dans le même ordre d'idée, l'hiver 2023-2024 globalement plus froid et neigeux dans les Hautes-Alpes que l'hiver précédent tend à faire baisser le recours à l'intérim.*

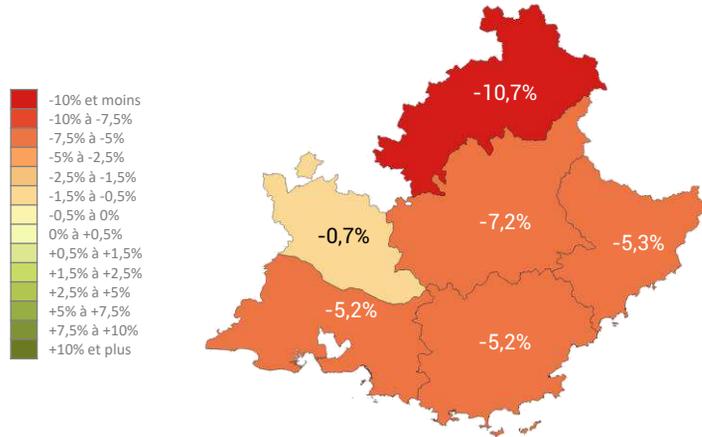
Intérimaires dans la Construction (moyenne 3 mois à fin janvier 2024) - Évolution par rapport à un an plus tôt



Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin mars 2024 - Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

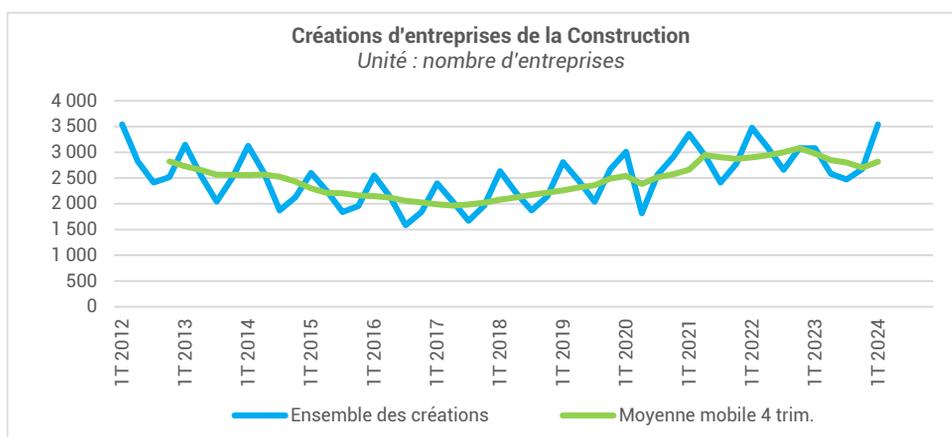




APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

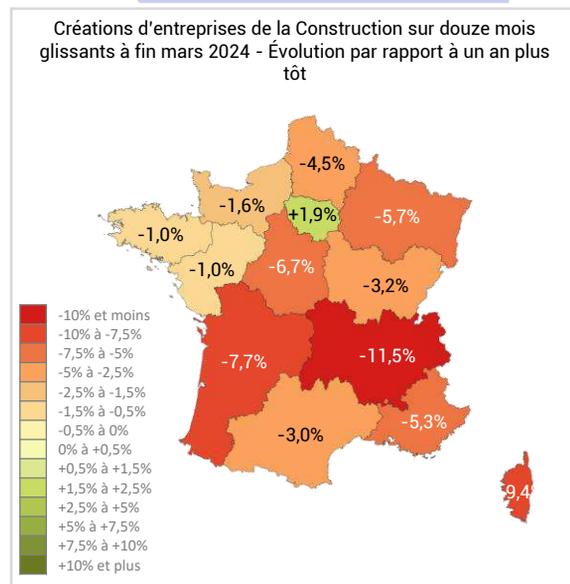
Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2024 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 543 créations	+15,1%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 301 créations	+10,5%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	11 272 créations	-5,3%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 102 créations	-8,9%	▼



Sur douze mois glissants, la dynamique de création d'entreprises marque clairement le pas avec près de 700 immatriculations perdues en un an. Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, l'inversion de tendance est nette, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile aujourd'hui pour le secteur Construction.

De même, les immatriculations d'entreprises avec le statut d'auto-entrepreneurs s'affichent à -3,2% sur douze mois glissant (environ 250 unités perdues en un an) alors qu'elles avaient tendance à s'accroître depuis la crise Covid. Cet indicateur témoigne d'une confiance qui s'érode nettement de la part des entrepreneurs, la balance bénéfices/risques apparaissant trop déséquilibrée pour investir dans le contexte actuel.

Cependant, la situation semble s'améliorer en 2024, avec un volume d'immatriculations en hausse au 1^{er} trimestre 2024 par rapport au 1^{er} trimestre 2023, du côté des entreprises générales comme des micro-entrepreneurs.



Source : INSEE (données brutes)





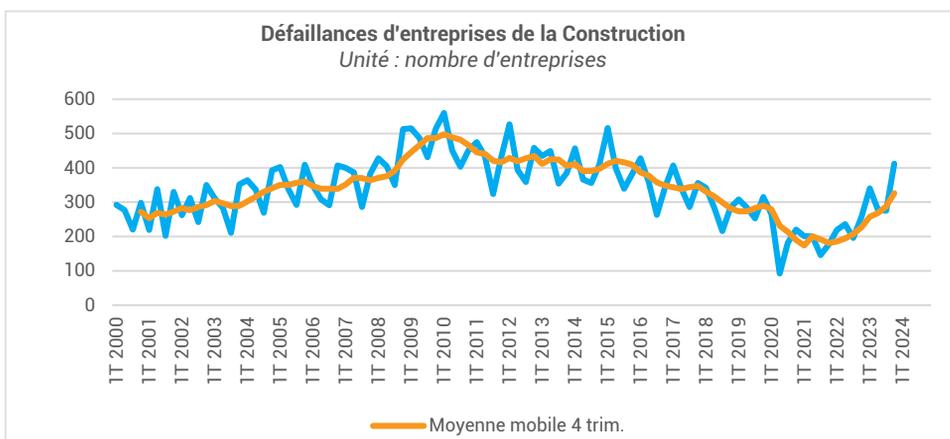
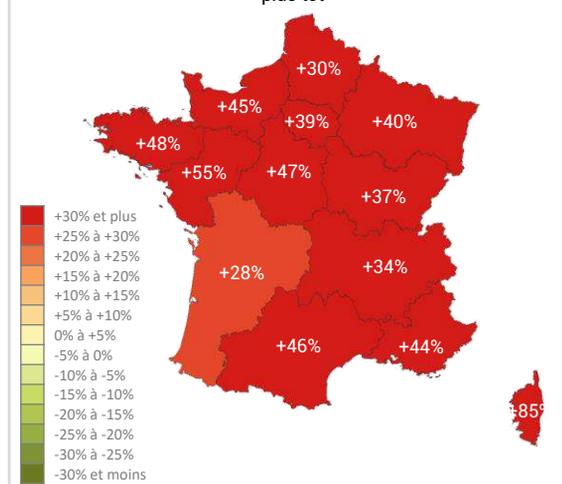
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4 ^e trimestre 2023 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	412 défaillances	+59,7%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 305 défaillances	+43,6%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 325 salariés	+36,2%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 117 salariés	+38,8%	▲



Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin décembre 2023 - Évolution par rapport à un an plus tôt



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures se sont nettement accélérées en 2023 : la Banque de France a recensé plus de 1 300 dossiers d'entreprises défaillantes dans la région, soit 400 de plus qu'en 2022. C'est un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2017, témoignant d'un climat des affaires particulièrement difficile aujourd'hui pour les entreprises, soumises à la fois à un ralentissement économique et à la nécessité de rembourser le « quoiqu'il en coûte » gouvernemental (prêts, reports d'impôts et cotisations) mis en place pour oxygéner l'Économie pendant la crise Covid.

Si les défaillances augmentent donc nettement en 2023, on reste toutefois loin des niveaux enregistrés entre 2008 et 2015, précédente crise économique mondiale, où le nombre de défaillances était 30% plus élevé. Ce qui est en revanche inquiétant, c'est que les défaillances actuelles touchent beaucoup plus de salariés qu'avant. Ainsi, les 1 300 entreprises défaillantes en 2023 mettent en difficulté plus de 4 000 salariés, un volume en hausse de +39% en un an et qui n'a pas été observé depuis 2013. Mais à l'époque, 300 entreprises de plus étaient concernées. Cela signifie que les défaillances touchent désormais toutes les tailles d'entreprises, même les plus grosses habituellement plus résilientes.

Source :
Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	1 000 logts	-8,1% ▼
Mises en chantier logements	760 logts	-23,5% ▼
Mise en ventes de logements	300 logts	+48,0% ▲
Réservations de logements	80 logts	-21,4% ▼
Autorisations locaux	65 mill. m²	-33,4% ▼
Mises en chantier locaux	41 mill. m²	+0,0% ►
Activité du trimestre Travaux Publics		+8,2% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+8,2% ▲
BPE	137 370 m3	-6,9% ▼
Nombre Appels Offre publiés	280 AO	-1,0% ▼
Montant Appels Offre publiés	310 M€	-3,1% ▼
Salariés	3 467 sal.	-1,1% ▼
Intérimaires	345 ETP	+6,0% ▲
Dem. d'emplois	676 DEFM	-2,6% ▼

Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	5 390 logts	-29,3% ▼
Mises en chantier logements	3 950 logts	-28,2% ▼
Mise en ventes de logements	1 570 logts	-39,9% ▼
Réservations de logements	1 770 logts	-31,1% ▼
Autorisations locaux	212 mill. m²	-34,5% ▼
Mises en chantier locaux	113 mill. m²	-57,2% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+5,6% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+5,6% ▲
BPE	670 010 m3	-5,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	900 AO	-7,1% ▼
Montant Appels Offre publiés	1770 M€	+30,5% ▲
Salariés	25 169 sal.	-2,8% ▼
Intérimaires	2 264 ETP	-2,9% ▼
Dem. d'emplois	4 045 DEFM	-5,4% ▼

Var

		Evol N-1
Autorisations logements	6 480 logts	-27,7% ▼
Mises en chantier logements	5 130 logts	-23,7% ▼
Mise en ventes de logements	1 930 logts	-2,3% ▼
Réservations de logements	1 600 logts	-42,8% ▼
Autorisations locaux	331 mill. m²	-12,8% ▼
Mises en chantier locaux	201 mill. m²	-14,8% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-1,1% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-1,1% ▼
BPE	789 530 m3	-7,5% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 030 AO	+1,5% ▲
Montant Appels Offre publiés	1720 M€	+15,7% ▲
Salariés	23 669 sal.	-2,8% ▼
Intérimaires	2 200 ETP	-8,5% ▼
Dem. d'emplois	3 681 DEFM	-1,4% ▼

Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 130 logts	-41,0% ▼
Mises en chantier logements	1 340 logts	+21,1% ▲
Mise en ventes de logements	240 logts	-52,3% ▼
Réservations de logements	300 logts	-22,9% ▼
Autorisations locaux	64 mill. m²	-45,0% ▼
Mises en chantier locaux	55 mill. m²	-24,7% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+9,1% ▲
Activité cumulée Travaux Publics		+9,1% ▲
BPE	112 380 m3	+1,0% ▲
Nombre Appels Offre publiés	330 AO	+6,9% ▲
Montant Appels Offre publiés	420 M€	+17,0% ▲
Salariés	4 040 sal.	-0,4% ►
Intérimaires	627 ETP	-10,0% ▼
Dem. d'emplois	411 DEFM	-5,3% ▼

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	8 550 logts	-27,1% ▼
Mises en chantier logements	7 300 logts	-27,7% ▼
Mise en ventes de logements	2 070 logts	-36,2% ▼
Réservations de logements	2 610 logts	-40,9% ▼
Autorisations locaux	865 mill. m²	-24,2% ▼
Mises en chantier locaux	613 mill. m²	-28,1% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,4% ►
Activité cumulée Travaux Publics		-0,4% ►
BPE	1 129 490 m3	-7,2% ▼
Nombre Appels Offre publiés	1 580 AO	+0,7% ►
Montant Appels Offre publiés	2590 M€	+6,9% ▲
Salariés	53 219 sal.	+1,1% ▲
Intérimaires	5 573 ETP	+0,9% ►
Dem. d'emplois	8 864 DEFM	-3,7% ▼

Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	2 750 logts	-35,1% ▼
Mises en chantier logements	2 700 logts	-14,1% ▼
Mise en ventes de logements	320 logts	-70,5% ▼
Réservations de logements	460 logts	-50,7% ▼
Autorisations locaux	475 mill. m²	-19,8% ▼
Mises en chantier locaux	217 mill. m²	-27,6% ▼
Activité du trimestre Travaux Publics		-6,1% ▼
Activité cumulée Travaux Publics		-6,1% ▼
BPE	385 180 m3	+1,6% ▲
Nombre Appels Offre publiés	620 AO	+1,9% ▲
Montant Appels Offre publiés	740 M€	-3,0% ▼
Salariés	13 782 sal.	-1,9% ▼
Intérimaires	1 028 ETP	-6,4% ▼
Dem. d'emplois	2 301 DEFM	-4,2% ▼

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)	-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation	-VecteurPlus
-SDES, ECLN (données brutes)	-FNTP/INSEE	-ACOSS-URSSAF (données cvs)
	-Enquête FRTP/CERC	-DARES (données brutes)
	-UNICEM (données brutes)	-INSEE (données brutes)
		-Banque de France (données brutes)

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2023
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 1er trim. 2024 comparé au 1er trim. 2023 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 1er trim. 2024 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin fév. 2024
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin mars 2024
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 4e trim. 2023
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin janv. 2024
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 1er trim. 2024

Avec le concours des Membres de la CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC